



**PRÉFET  
DE LA CREUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Nouvelle – Aquitaine**

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne  
Site de Guéret  
Cité administrative - Bâtiment B1  
17 place Bonnyaud  
23000 Guéret**

**Guéret, le 15 janvier 2026**

**Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2025

**Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EUROCOUSTIC SA**

ZI DE BELLEVUE  
23350 Genouillac

**Références : 2026-01-15 UID232025-096r georisques**  
Code AIOT : 0006000357

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement EUROCOUSTIC SA implanté 1 Z.I. Bellevue 23350 Genouillac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROCOUSTIC SA
- 1 Z.I. Bellevue 23350 Genouillac
- Code AIOT : 0006000357
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société bénéficie de l'arrêté d'autorisation n° 2007-0035 du 12 janvier 2007. En outre, cet établissement est visé par la directive IED dans la mesure où la productivité de son activité de fusion de matières minérales (rubrique « IED » n°3340) dépasse 20 tonnes par jour. Par ailleurs, les arrêtés préfectoraux complémentaires des 18 septembre 2012 et 26 juillet 2016 ont intégré plusieurs dispositions réglementaires visant à l'amélioration de la surveillance environnementale, et des conditions d'exploitation du site.

## **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Préfectoral du 12/01/2007, article 24.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Qualité des retombées atmosphériques dans l'environnement	AP Complémentaire du 18/09/2012, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/01/2007, article 14.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Impact sanitaire des rejets atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 07/01/2020, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Temps d'ouverture des cheminées de sécurité	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26	Sans objet
5	Contrôles des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/01/2007, article 22.9	Sans objet
6	Qualité des eaux pluviales rejetées	AP Complémentaire du 18/09/2012, article 1.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il y a lieu que l'exploitant apporte les actions correctives liées aux non-conformités relevées ainsi que les éléments demandés, suivant les délais mentionnés ci-après.

Il est à noter les investissements suivants :

- automatisation du bout de ligne U3 pour 3 millions d'euros sur 2 années,
- mise en place de la récupération de chaleur des deux cubilots vers les ateliers de découpe et de finition, soit 500 k€.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2007, article 24.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, -
<b>Prescription contrôlée :</b> Un organisme tiers extérieur procède, 2 fois par an, à des contrôles sur les installations - les polluants surveillés par l'exploitant de manière continue sont analysés 2 fois par an, - les polluants surveillés de manière annuelle et semestrielle sont analysés à ces fréquences. Les analyses de poussières portent sur les poussières totales et minérales. Le rapport de contrôle comprend les données de production journalière correspondant à la période d'analyses. Pour chaque polluant, le rapport précise les débits et les concentrations mesurés, ainsi que les flux et les résultats des mesures comparatives visées à l'article 23.2 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les résultats des deux dernières campagnes de mesures de la qualité des rejets atmosphériques issus des installations de production n'ont pu être présentés au jour de l'inspection. <b>Ces résultats sont à transmettre dans un délai maximal d'un mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Qualité des retombées atmosphériques dans l'environnement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/09/2012, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, -
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un programme de surveillance de l'impact de ses installations sur la qualité de l'air dans leur environnement proche. Ce programme concerne au moins le dioxyde de soufre, les poussières (PM 2.5 et PM 10), le dioxyde d'azote, le sulfure d'hydrogène, l'arsenic, le cobalt, le nickel, le sélénium, le cuivre, le plomb et le chrome. Il prévoit notamment la détermination de la concentration et des retombées de ces polluants dans l'environnement. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important, à savoir, en des endroits où la population est la plus dense ou la plus sensible, et où la concentration des polluants est supposée la plus forte. Le programme est déterminé et mis en œuvre au moins une fois par an pendant une période minimale d'un mois sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. L'exploitant est tenu de transmettre à l'inspection des installations classées ledit programme de surveillance qui comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- la détermination des modalités de réalisation du programme de surveillance en fonction de la cartographie de dispersion de ses émissions et des sensibilités environnementales limitrophes,</li><li>- les caractéristiques des appareils et dispositifs de mesure des polluants ainsi que leurs emplacements géographiques.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les résultats de la campagne réalisée dernièrement sont à transmettre à l'Inspection dans un délai maximal d'un mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Temps d'ouverture des cheminées de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, -
<b>Prescription contrôlée :</b> Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées. La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.
<b>Constats :</b> Au jour l'inspection, le décompte faisait état d'une ouverture cumulée des deux cheminées de sécurité de 143h, soit une durée estimée pour 2025 à 150h pour un seuil maximal fixé à 250h.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Contrôle des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2007, article 14.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, -
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.
<b>Constats :</b> Plusieurs non-conformités sont à relever sur la dernière attestation Q18. <b>Celles-ci sont à lever dans un délai maximal d'un mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Contrôles des moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2007, article 22.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, -
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués d'un extincteur à poudre de 9 kilogrammes et d'un robinet d'incendie d'un type normalisé armé en permanence. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de secours contre l'incendie.
<b>Constats :</b> -Extincteurs et RIA : vérification réalisée le 22/01/2025 (Desautel). -Détection automatique: vérification réalisée le 13/08/2025 (Siemens).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Qualité des eaux pluviales rejetées**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/09/2012, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, -
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise une mesure de la qualité des eaux de ruissellement avant rejet au milieu naturel à un rythme annuel sur les points de rejet mentionnées à l'article 8.5 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2007 susvisé. Les paramètres à analyser sont ceux indiqués aux articles 9.6.2 et 9.6.3. Les résultats correspondants seront transmis à l'inspection dès qu'ils seront connus.
<b>Constats :</b> Les résultats de la dernière campagne d'analyses des eaux pluviales respectent les valeurs limites d'émission sur les 3 points de rejet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Impact sanitaire des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/01/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, -
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le prolongement de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 11 avril 2018 susvisé, l'exploitant est tenu de réaliser pour les trois points de rejets correspondant à la cheminée principale et aux deux cheminées de sécurité, les démarches suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- étude de dispersion atmosphérique prenant en compte les caractéristiques de chaque point de rejet (hauteur, débit, vitesse d'éjection, etc), les vents dominants ainsi que la topographie du site,</li><li>- puis une étude de risques sanitaires intégrant notamment les polluants suivants : poussières totales, H<sub>2</sub>S, NO<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, HF, métaux lourds (à minima As, Ni, Cu, Pb, Cr) à partir de l'ensemble des données collectées ces dernières années. Celle-ci sera basée sur les flux rejetés sur les trois points de rejets.</li></ul> Pour les effluents issus des cheminées de sécurité, l'étude se basera sur : <ul style="list-style-type: none"><li>- une exposition cumulée de 250 heures par an,</li><li>- une seconde exposition correspondant à la durée d'indisponibilité des systèmes de traitement pour l'année 2018 (présence de plusieurs anomalies constatées dans les rejets atmosphériques).</li></ul>
<b>Constats :</b> La mise à jour de l'EQRS de 2020 a été réalisée tout dernièrement. Une note de synthèse est en cours de rédaction. <b>Le document est à transmettre à l'Inspection dans un délai maximal d'un mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois